

Signes **vitaux**^{MC}

DU GRAND MONTRÉAL

Bilan de santé de la région métropolitaine de Montréal

2006



© Tourisme Montréal



© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin



Fondation du Grand Montréal



© Tourisme Montréal

La Fondation du Grand Montréal est un organisme de bienfaisance sans but lucratif voué au mieux-être de la collectivité. À cette fin, elle recueille des fonds de dotation permanents, en assure la saine gestion et en redistribue les revenus de façon à soutenir des projets communautaires dans des secteurs aussi diversifiés que ceux de la santé, des services sociaux, des arts et de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Créée en 1999, la Fondation du Grand Montréal est membre du regroupement des Fondations communautaires du Canada. L'organisme réunit plus de 150 fondations communautaires, dont l'actif collectif totalise plus de 2 milliards \$ et profite à 89 % de la population canadienne. La plus ancienne a vu le jour à Winnipeg en 1921. Ensemble, en 2005, elles ont distribué plus de 95 millions \$ en subventions pour appuyer des projets locaux de bienfaisance.

Les Fondations communautaires du Canada jouent un rôle déterminant dans la création d'un réseau mondial de fondations, soutenant la mise sur pied de fondations au Brésil, au Mexique, en Europe centrale et de l'Est, en Afrique du Sud et en Australie.

Table des matières

Introduction	1	Transport	16
Message de la direction	3	Sécurité	18
Contexte	4	Environnement	19
Travail	6	Arts et culture	20
Inégalités socioéconomiques	8	Diversité et intégration	22
Éducation	10	Appartenance et participation	23
Santé et bien-être	13	Nos partenaires et nos sources	24
Logement	14		

Signes vitaux du Grand Montréal - 2006

La firme SECOR conseil a piloté le travail de recherche pour cette édition de *Signes vitaux*.

Une version plus étoffée de ce bilan de santé, comportant davantage d'indicateurs de même que les sources de données et les liens qui y mènent, est disponible sur notre site Internet.

www.fondationdugrandmontreal.org.



Fondation du Grand Montréal

Signes vitaux du Grand Montréal

INTRODUCTION

Signes vitaux du Grand Montréal est un bilan de santé de la région métropolitaine de Montréal qui sera publié annuellement par la Fondation du Grand Montréal. Il s'inspire d'une initiative lancée par la *Toronto Community Foundation* en 2001 et reprise depuis par plusieurs fondations communautaires, sous l'égide des Fondations communautaires du Canada.

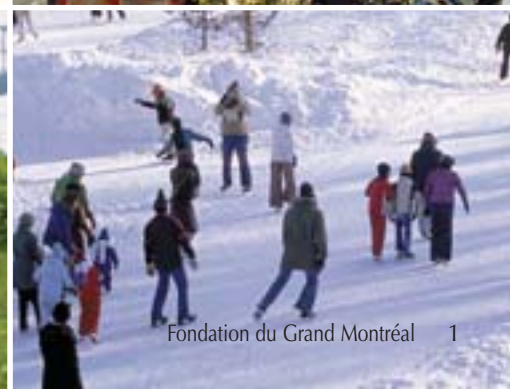
Le but de ce rapport est de tracer un portrait de ce qui contribue à la qualité de vie à Montréal et dans ses environs. Ce faisant, nous espérons favoriser la réflexion et le dialogue, et sensibiliser la population à des enjeux cruciaux pour l'avenir de notre région.

Le rapport *Signes vitaux* vise aussi à éclairer nos nombreux donateurs, comme tous ceux et celles qui souhaitent soutenir la vitalité de leur milieu, et à orienter leur action philanthropique vers les secteurs les plus vulnérables ou qui risquent de le devenir sans une intervention concertée. Cette première édition pose un regard statistique sur une dizaine d'aspects déterminants pour notre qualité de vie. Avec l'aide de spécialistes reconnus et en nous fondant sur des données publiées, nous avons identifié certaines forces et faiblesses de la région montréalaise, les comparant parfois à celles d'autres régions urbaines. Ce faisant, nous espérons aussi que cela mettra en évidence la nécessité de développer des indicateurs toujours plus appropriés aux réalités singulières qu'ils décrivent.

© Tourisme Montréal



© Tourisme Montréal





MESSAGE DE LA DIRECTION



Pierre Brunet
Président du conseil
d'administration



Kathleen Weil
Présidente et directrice
générale

Depuis près d'un siècle en Amérique du Nord, des citoyens contribuent au développement de leur ville ou de leur région par le biais d'une fondation communautaire. Au Canada, le mouvement a progressé à un rythme soutenu au cours des dix dernières années, le plus rapide du secteur de la philanthropie. On compte actuellement au pays plus de 150 fondations communautaires qui permettent aux donateurs et aux organismes caritatifs de travailler main dans la main à l'amélioration de la qualité de vie de leur milieu.

Au Québec, le mouvement, bien que jeune encore, a pu bénéficier de l'expérience, des connaissances et du soutien d'autres fondations communautaires. La Fondation du Grand Montréal a ainsi connu une croissance remarquable qui interpelle, ici comme partout ailleurs, les personnes sensibles aux besoins de leurs concitoyens et désireux de contribuer au développement de leur milieu.

La formule est simple. Le donateur établit un fonds de dotation à l'aide d'un don qui sera investi et protégé pour toujours par la fondation. Les revenus ainsi générés sont redistribués chaque année selon les enjeux locaux. Les donateurs comptent sur la fondation pour optimiser les retombées de leur don. De leur côté, les fondations communautaires comptent sur la générosité et l'engagement des citoyens.

Cette année, à l'instar de plusieurs autres fondations communautaires canadiennes, la Fondation du Grand Montréal livre sa première publication *Signes vitaux du Grand Montréal*, un bilan annuel de la vitalité de la région de Montréal. Le concept séduit par sa capacité à cerner les défis qui confrontent toute région urbaine et par le dialogue que cela suscite entre les acteurs du milieu, dans leur recherche de solutions durables.

Nous vous invitons à prendre connaissance de notre rapport *Signes vitaux* en gardant à l'esprit ce qui motive la création d'un tel outil : stimuler un débat à l'intérieur de notre société, dans le but d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens et de contribuer à la vitalité de notre milieu.

En terminant, nous tenons à remercier l'ensemble des organismes et des personnes qui nous ont soutenus et conseillés tout au long de ce projet.

Bonne lecture !

Pierre Brunet

Kathleen Weil



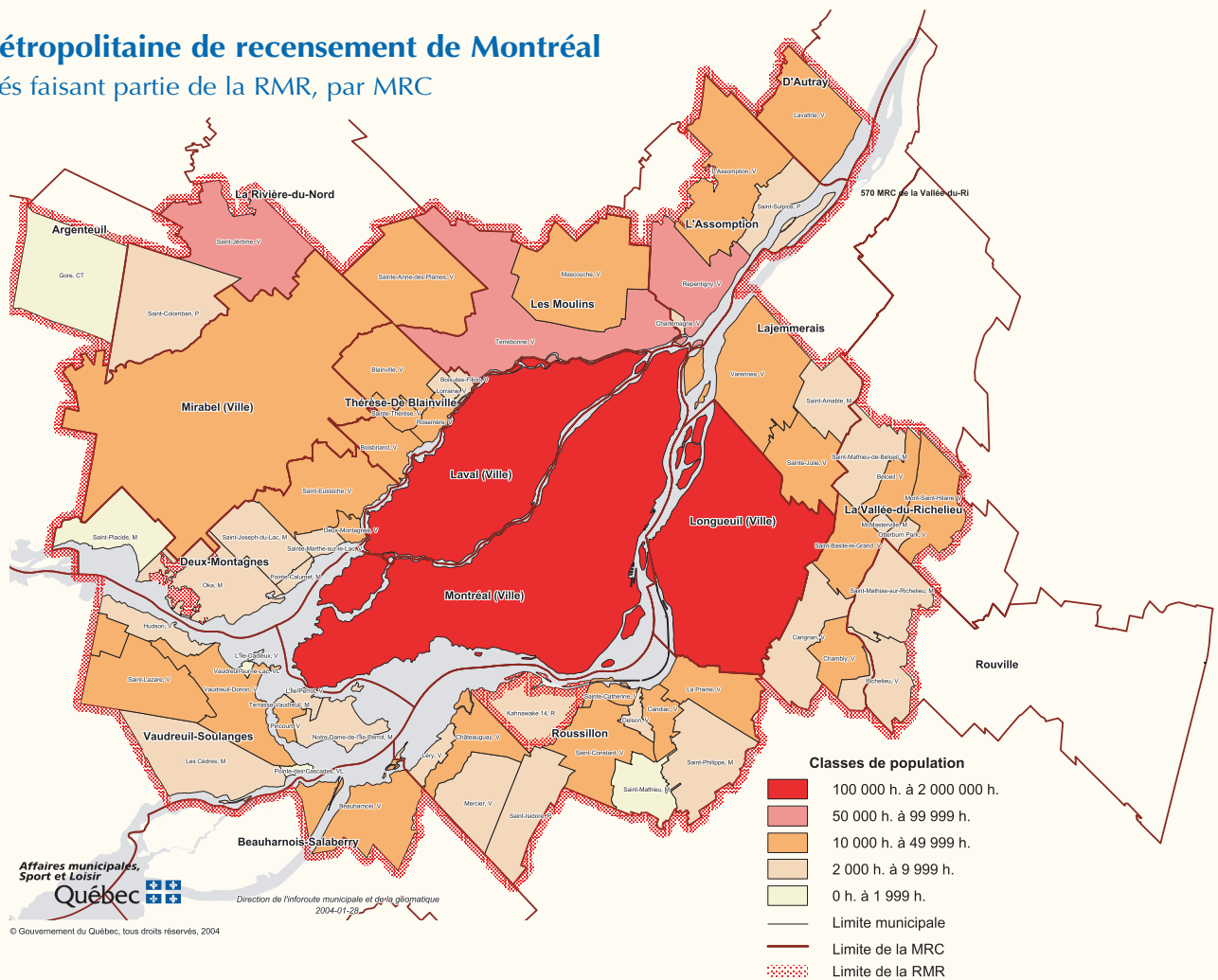
CONTEXTE

Reliée au monde de manière dynamique, Montréal est en continuelle transformation. Grâce à une spécificité culturelle et linguistique qui la singularise en Amérique, elle jouit aussi d'une personnalité forte.

Dominée par le mont Royal, la grande région de Montréal couvre plus de 4 000 km² dans la vallée du Saint-Laurent, autour d'un archipel qui compte notamment ces deux îles d'importance que sont Laval et Montréal. En 2002, un peu plus de la moitié des gens résidaient sur les 498 km² en terre ferme qui constituent l'île de Montréal. Signe de l'étalement urbain, une vingtaine d'années auparavant (1981), la seule ville de Montréal rassemblait alors près de 62 % de la population de la grande région. Celle-ci se distribue maintenant entre plus de 80 municipalités, regroupées comme suit : l'agglomération de Montréal (54 %), l'agglomération de Longueuil (11 %), la ville de Laval (10 %), la couronne Nord (13 %) et la couronne Sud (12 %).

Région métropolitaine de recensement de Montréal

Municipalités faisant partie de la RMR, par MRC



source : ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec

Pour cette première édition de *Les Signes vitaux du Grand Montréal*, on met l'accent sur la région métropolitaine de recensement (RMR); cependant, lorsqu'elles sont pertinentes et disponibles, certaines données portant sur l'île de Montréal sont également présentées.



© Tourisme Montréal

En juillet 2006, la région métropolitaine de Montréal rassemblait 3 674 000 personnes, ce qui constituait près de la moitié (48 %) de la population du Québec. Seconde ville canadienne après Toronto (5,7 millions), en 2005, Montréal arrivait aussi au 16^e rang des agglomérations nord-américaines, entre Phoenix (3,9 millions) et Seattle (3,2 millions). Bon an mal an, la croissance démographique de la grande région est d'un peu moins de 1 % par année. Entre 1996 et 2001, l'immigration y a toutefois contribué à hauteur de 4,3 %, à l'instar de l'agglomération métropolitaine d'Ottawa-Gatineau (4,4 %) mais bien en deçà de celle de Toronto (10,1 %).

Or la population vieillit et, depuis une dizaine d'année, l'âge médian a gagné trois ans pour atteindre maintenant 39 ans. En outre, les plus de 75 ans représentent la catégorie en plus forte croissance (en hausse de 37 % depuis près de dix ans) et leur nombre actuel est estimé à 221 500 personnes.

La composition des ménages caractérise aussi Montréal par rapport aux autres régions urbaines du Canada. En 2001, parmi l'ensemble des familles avec enfants, 17 % étaient formées autour d'un couple vivant en union libre et 28 % étaient monoparentales. Et les familles monoparentales étaient à chef féminin dans 82 % des cas.

Montréal est l'un des phares de la francophonie. En 2001, 71 % des gens parlaient le plus souvent français à la maison, 17 % l'anglais et 12 % une langue autre. Or plus de la moitié (53 %) de la population connaissait à la fois les deux langues officielles.

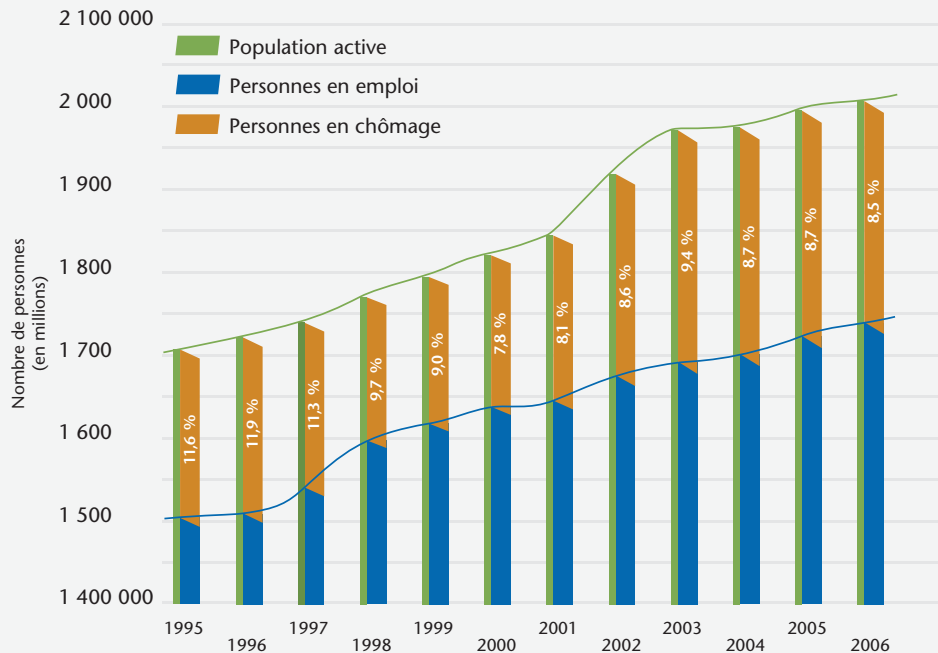
Avec ses quatre grandes universités et leurs institutions affiliées, puis les campus de Laval et Sherbrooke, fréquentés par quelque 175 000 étudiants, Montréal peut aussi se targuer d'être le second plus important centre universitaire au prorata de sa population en Amérique du Nord, après Boston.



TRAVAIL

Au cours des dix dernières années, le chômage a diminué même s'il reste toujours supérieur à la moyenne canadienne.

Évolution du chômage et de l'emploi au sein de la population active RMR de Montréal



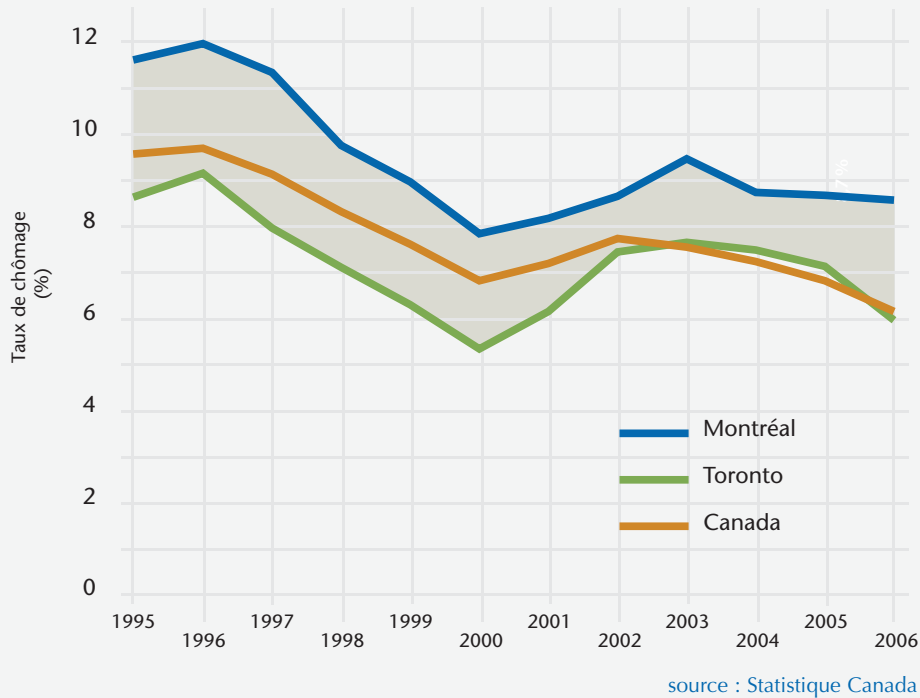
source : Statistique Canada

- De 1995 à 2006, il s'est créé 329 200 emplois dans la grande région, soit une hausse annuelle moyenne d'environ 2 %. En juin 2006, il s'en trouvait ainsi plus de 1,8 million, dont 81 % à temps plein, de sorte que les deux tiers de la population de 15 ans et plus se trouvait sur le marché du travail.
- Depuis près de 20 ans, on observe une tendance générale à la hausse de la proportion des emplois à temps partiel qui, depuis le milieu des années 1990, s'accroît plus rapidement à Montréal qu'à Toronto.
- En juin 2006, 170 000 personnes étaient en chômage, pour un taux de 8,5 %, tandis qu'il était de 6,0 % dans la grande région de Toronto. L'écart entre ces villes, qui avait diminué depuis 2000, paraît s'élargir de nouveau, situant Montréal au 26^e rang des grandes agglomérations canadiennes.

© Tourisme Montréal



Évolution du taux de chômage RMR de Montréal et de Toronto



- En 1991, 38 % de la main-d'œuvre de la grande région avait au moins une formation de niveau postsecondaire et 16 % était détentrice d'un diplôme universitaire. Dix années plus tard, c'était le cas de 46 % et de près de 22 % de cette population de 15 ans et plus. Sur l'île, 31 % de la main-d'œuvre avait alors un titre universitaire.
- En 2005, le revenu d'emploi était de 24 532 \$, une augmentation de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Par comparaison, il était alors de 21 448 \$ dans l'ensemble du Québec, en hausse de 3,4 %.

© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin



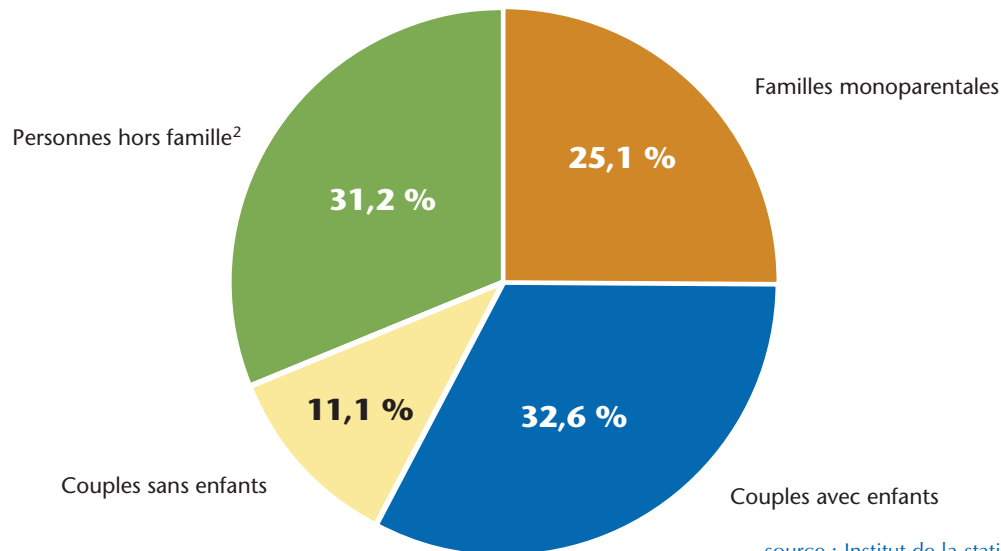
INÉGALITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

L'écart de revenu entre les familles les moins favorisées et les plus favorisées s'est accru. À cet égard, les familles monoparentales et les personnes hors famille demeurent particulièrement vulnérables.

- Entre 1980 et 2000, le revenu annuel moyen des familles les moins favorisées (décile inférieur) a augmenté de 7 % pour se situer à 10 400 \$ tandis que, chez les plus favorisées (décile supérieur), il s'est accru de 15 % pour atteindre les 64 100 \$. Ce faisant, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres de la grande région augmentait de 17 %.
- En 2003, près d'un demi-million de personnes vivaient dans des ménages à faible revenu, le nombre le plus important des villes canadiennes. Cela représentait 2 personnes sur 13. En outre, le Grand Montréal regroupait 53 % des personnes en situation de pauvreté au Québec, une proportion plus forte que le poids relatif de sa population.

Distribution de la population vivant sous le seuil de faible revenu¹

Selon la composition des familles, RMR de Montréal, 2003



source : Institut de la statistique du Québec



1. La mesure du faible revenu est basée sur 50 % du revenu familial médian québécois après impôt; notons également que le revenu médian est ajusté en fonction de la taille de la famille.
2. Il s'agit de personnes n'appartenant pas à une famille de recensement - famille comptant un couple ou famille monoparentale. Il se peut qu'elles habitent avec leur enfant marié ou avec leur enfant et petit-enfant. Il se peut qu'elles habitent avec une famille à laquelle elles sont apparentées ou non. Il se peut aussi qu'elles habitent seules ou avec d'autres personnes hors famille de recensement.



- Toujours en 2003, plus du quart des familles monoparentales étaient en situation de pauvreté, ainsi que près du quart des personnes hors famille.
- En seulement quatre années (2000-2004), la proportion des personnes vivant dans des familles à faible revenu s'est accrue de près de trois fois plus sur l'île (+11,3 %) que dans l'ensemble du Québec (+4,0 %).
- En 2004, 28,9 % des enfants de l'île vivaient en situation de pauvreté alors qu'on en dénombrait 99 750, en hausse de 7 180 depuis 2000. Au cours de cette période, ils avaient augmenté autant sur l'île (+7,8 %) qu'à Laval (+7,6 %) mais passablement moins dans l'ensemble du Québec (+2,9 %), tandis qu'ils étaient demeurés stables en Montérégie (+0,3 %).
- Selon une enquête de Statistique Canada menée en 2000-2001, environ une personne sur six (16 %) disait éprouver de l'insécurité alimentaire sur l'île de Montréal, un phénomène touchant davantage les femmes (18 %) que les hommes (14 %). Avec une moyenne canadienne de 14,7 % et des variations peu importantes entre les villes, Montréal n'était devancée en cela que par Calgary (17,1 %) tandis qu'Ottawa occupait la meilleure position (12,2 %).
- Près de 20 000 personnes fréquenteraient les ressources pour personnes itinérantes sur l'île, dont environ 12 000 sans domicile fixe. Déjà en 1996-1997, on estimait que Montréal comptait de 4 000 à 5 000 jeunes de la rue, et que 40 % de la clientèle des refuges et près de 30 % de celle des "soupes et centres de jour" était âgée de moins de 30 ans.



ÉDUCATION

Le décrochage scolaire est une question préoccupante, surtout chez les garçons. Certaines mesures de rattrapage donnent toutefois des résultats encourageants. Par ailleurs, Montréal défend avec mention d'excellence son titre de ville universitaire.

- En 2001, dans la grande région, 8,3 % des adultes de 20 à 64 ans n'avaient pas complété une 9^e année d'études, ce qui plaçait le grand Montréal au dernier rang des agglomérations urbaines, la moyenne canadienne étant de 6 %.
- Entre 2001 et 2004, le taux de décrochage scolaire sur l'île était autour de 32 %, en très légère croissance, et ce davantage chez les filles (+1 %) que chez les garçons (+0,6 %). Cependant, ces derniers restaient proportionnellement plus nombreux (37,7 %) que les filles (27,1 %) à quitter le secteur jeune, en formation générale, sans avoir obtenu leur diplôme du secondaire.
- Signe d'un certain rattrapage, entre 1999 et 2004, l'effectif en formation générale des adultes a augmenté de 21 % sur le territoire québécois, mais de 31,2 % sur l'île. Fait à noter, c'est la clientèle masculine (44,1 %) qui a fait la différence à Montréal, tandis que dans l'ensemble du Québec la croissance des deux clientèles a été identique.
- En 2004-2005, si l'on tient compte de la persévérance scolaire des jeunes (70 %) aussi bien que des adultes (17 %), le taux réel d'obtention d'un premier diplôme du secondaire était de 87 % sur l'île, soit 1,7 % de plus que dans l'ensemble du Québec et 3,3 % de plus que l'année précédente.
- Chaque année, les universités montréalaises décernent près de 7 000 diplômes de maîtrise et doctorat, davantage que dans tout autre ville canadienne. De plus, la qualité de son milieu universitaire a fait, de Montréal, le premier centre de recherche au Canada et, en 2004, plus de 1,1 milliard \$ y était consacré.



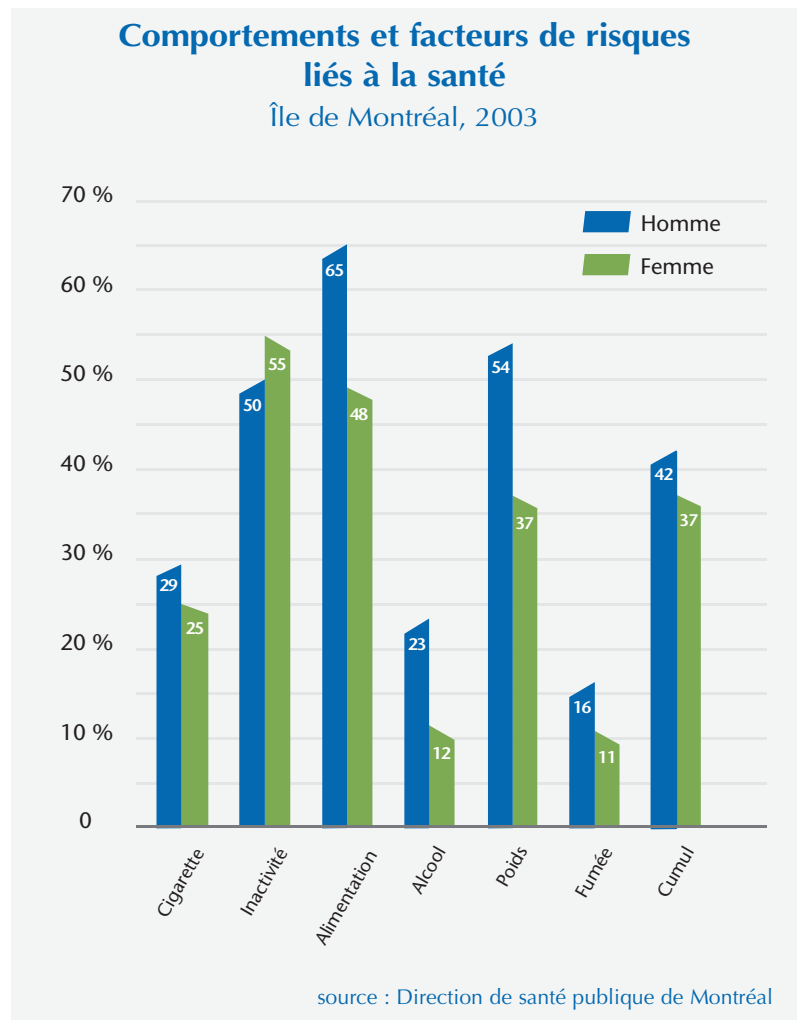




SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Certaines habitudes de vie adoptées par quatre personnes sur dix les exposent à des conditions peu favorables à leur santé. L'inactivité physique, une alimentation déficiente et un excès de poids sont particulièrement en cause.

- En une dizaine d'années, l'espérance de vie à la naissance s'est améliorée pour les hommes (76,9 ans) comme pour les femmes (82,0 ans) de la grande région. Toutefois, les gains obtenus par les hommes ont été plus importants, de sorte que l'écart entre les sexes s'est atténué, passant de 6,8 ans qu'il était en 1990-1992, à 5,1 ans en 2000-2002.
- L'espérance de vie à la naissance a augmenté partout sur l'île, un portrait global masquant toutefois certaines inégalités. En effet, en 2002, selon qu'on était domicilié dans un secteur favorisé ou défavorisé, l'écart pouvait atteindre jusqu'à 10,5 années.
- En 2004, les nouveaux-nés de faible poids [inférieur à 2 500 grammes] constituaient 6 % des naissances sur l'île et autour de 5,6 % ailleurs dans la grande région.
- La même année, Montréal se classait dernière de six régions urbaines du Canada pour sa proportion de fumeurs (27 %) et avant-dernière (53 %), tout juste devant Toronto (55 %), pour l'inactivité physique dans les loisirs. Par contre, elle se situait dans le peloton de tête pour la consommation de fruits et légumes (56 %) et dans la moyenne pour ce qui concerne l'usage abusif d'alcool (17 %).
- En 2005, selon l'indice de masse corporelle auto déclaré, 30 % des adultes montréalais présentaient un excès de poids et près de 13 % étaient considérés comme obèses. Chez les adolescents, 16 % souffraient d'embonpoint ou d'obésité. En moins de 20 ans, la proportion des personnes souffrant d'obésité a presque doublé.
- Parmi 25 régions métropolitaines, en 2000, celles de Québec (33 %) et de Montréal (29 %) arrivaient aux premiers rangs pour ce qui est de la proportion d'adultes éprouvant du stress dans leur vie quotidienne. En 2005, Montréal (27,1 %) était toujours en tête des grandes agglomérations urbaines, devançant Calgary (24,7 %) et surtout Winnipeg (18,8 %).



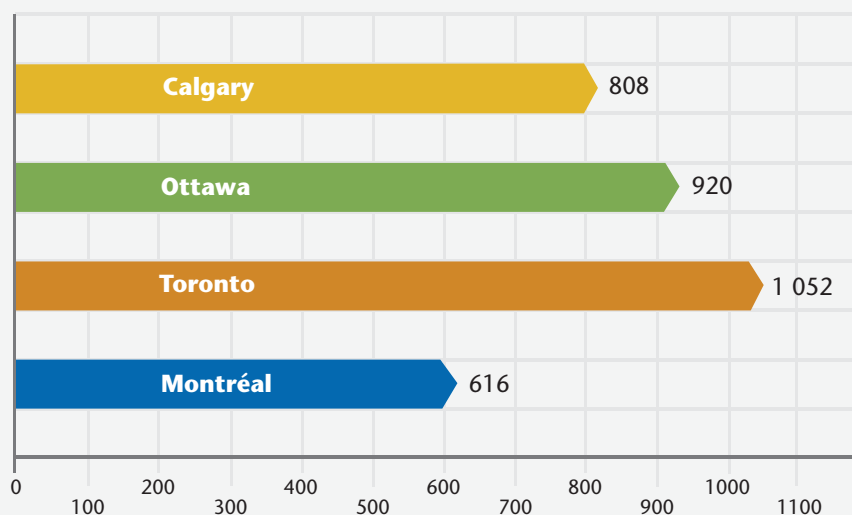
LOGEMENT

Les ménages locataires sont plus nombreux à consacrer une part importante de leur revenu pour se loger. Malgré tout, il en coûte moins cher à Montréal, où les propriétaires-occupants sont maintenant aussi nombreux que les locataires.

- En 2001, la région métropolitaine comptait autant de logements habités par un propriétaire (50,2 %) que par un locataire, ce qui n'était pas encore le cas cinq ans auparavant (48,4 %).
- En 2000, davantage de ménages locataires (36 %) que de ménages propriétaires (16 %) consacraient 30 % et plus de leur revenu à se loger.
- En 2006, le prix moyen d'une maison à Montréal était inférieur de 32 % à celui de Toronto, de 6 % à celui d'Ottawa et de 23 % à celui de Calgary. Pour les maisons neuves, l'écart était encore plus important.
- Parmi les régions urbaines du Canada, en 2001, Montréal (8,5 %) se comparait à Toronto (8,8 %) en ce qui concerne la proportion de logement nécessitant des réparations majeures. Par rapport à ces deux villes, Winnipeg et Vancouver apparaissaient plus désavantagées, tandis qu'Ottawa et Calgary faisaient meilleure figure.
- À la fin de l'année 2004, la ville de Montréal comptait 51 364 logements sociaux et communautaires, dont 10 114 étaient destinés à des personnes pensionnées de 55 ans et plus.

Loyer mensuel moyen d'un logement

(2 chambres à coucher), 2005 (en \$)



source : Société canadienne d'hypothèque et de logement

© Tourisme Montréal, Stéphan Poulin



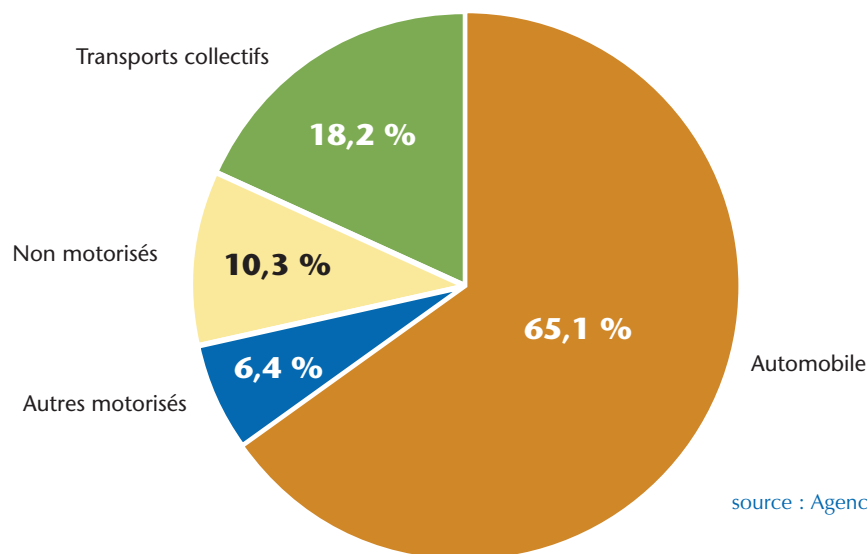


TRANSPORT

Malgré un taux d'utilisation enviable du transport collectif, il n'en reste pas moins que le parc automobile augmente ici plus rapidement que la population.

- En 2005, 60 % des Montréalais de la grande région consacraient quotidiennement au moins une heure à faire l'aller-retour entre la maison et le lieu de travail, alors qu'ils étaient 47 % en 1992. À cet égard, Montréal se classait au second rang, tout juste après Toronto (66 %) et devant Vancouver (55 %), parmi les régions urbaines dont les travailleurs passaient le plus de temps en déplacements.
- En 2001, concernant l'utilisation du transport en commun pour se rendre au travail, Montréal se situait au 3^e rang de 21 grandes villes nord-américaines (21,7 %), derrière New York (29 %) et Toronto (22,4 %), mais devant Ottawa (18,5 %). À Détroit, c'était le cas de moins de 2 % de la population.

Distribution des modes de déplacements utilisés en heure de pointe matinale, dans la grande région de Montréal, 2003

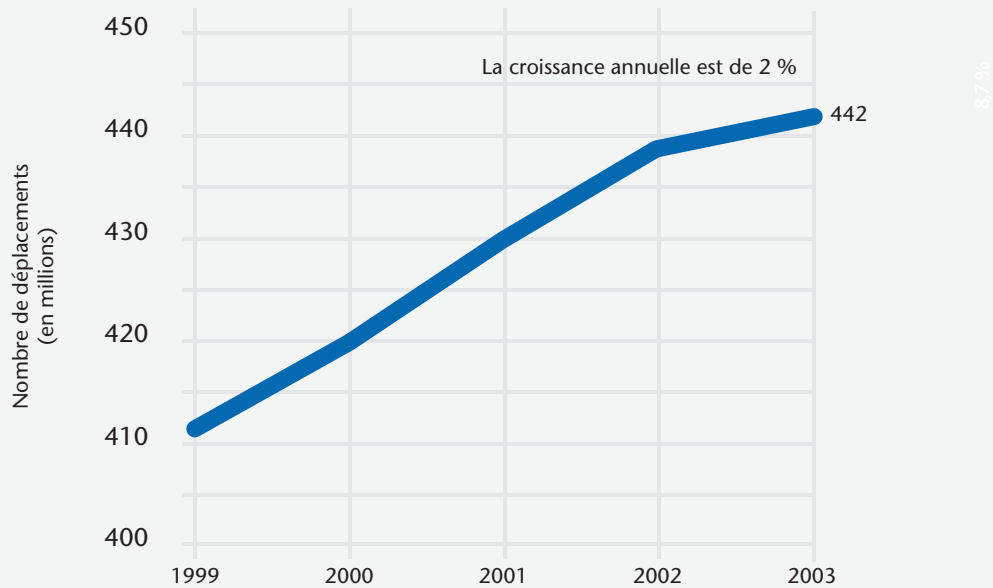


Lors de l'édition 2005 de *En ville, sans ma voiture!* près de 40 000 personnes se sont jointes aux différentes activités dans un secteur du centre-ville fermé à la circulation automobile durant quelques heures. Les concentrations de monoxyde de carbone y étaient inférieures de plus de 95 % par rapport aux mesures prises à l'extérieur du périmètre et le monoxyde d'azote avait diminué de 87 %. On a aussi enregistré une baisse très significative de 9 décibels, soit 10 fois moins de bruit ambiant dans ce secteur que lors d'une journée normale avec circulation automobile.



- En 2003, le parc automobile de la grande région était estimé à 1 838 800 véhicules, en hausse de 10,8 % par rapport à 1998 tandis que la population augmentait de 3 %. Cette croissance du nombre de voitures était plus importante dans les couronnes (13 %) que sur l'île (9 %).

Évolution de l'achalandage annuel du transport en commun Grande région de Montréal



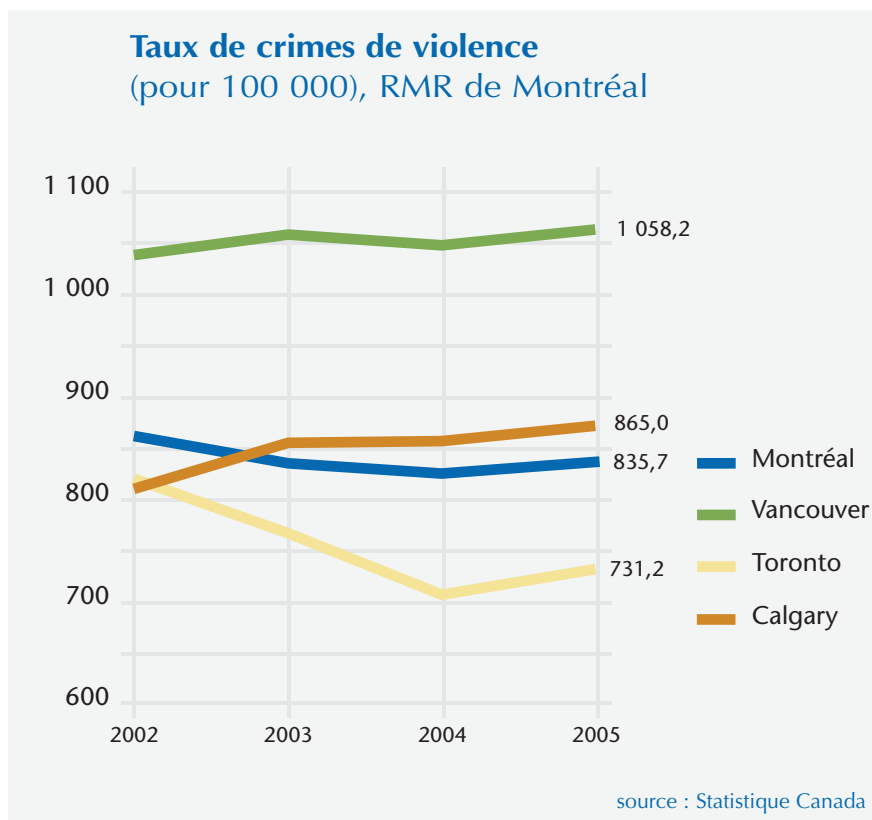
source : Conseil régional de l'environnement de Montréal



SÉCURITÉ

La criminalité avec violence est en légère baisse depuis cinq ans, et de façon générale les Montréalais estiment que leur quartier est sécuritaire.

- Pris globalement, le nombre de crimes contre la personne [homicides, tentatives de meurtre, vols qualifiés, voies de fait et agressions sexuelles] est passé de 20 161 délits enregistrés sur le territoire de la police de Montréal en 2004, à 20 123 en 2005. Bien que très modeste, cette baisse générale était la cinquième consécutive, pour une diminution de 15,6 % depuis 2000. En particulier, le taux d'homicides était le plus bas depuis 35 ans, soit 18 par million d'habitants; il atteignait alors 30 à Toronto et 156 à Chicago.
- Par contre, les 1 751 agressions sexuelles rapportées à Montréal en 2005 constituaient une augmentation de 9,0 % par rapport à l'année précédente et de 43 % depuis dix ans.



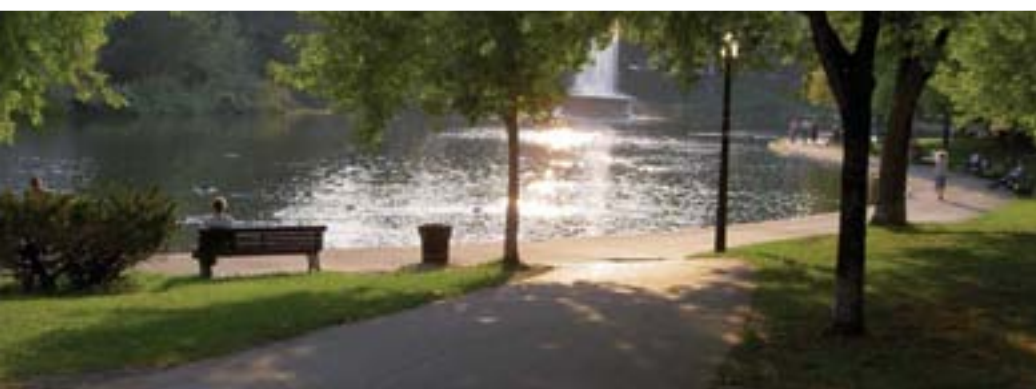
- En 2005, plus de neuf personnes sur dix (92 %) jugeaient leur quartier sécuritaire. Globalement, ce sentiment de sécurité des résidents de l'île a peu varié au cours de la dernière décennie. Néanmoins un peu plus du tiers (37 %) se disaient inquiets d'y marcher seuls, le soir, soit deux fois plus de femmes (49 %) que d'hommes (25 %).
- En 2005, 70 personnes perdaient la vie dans des accidents routiers sur l'île de Montréal, une augmentation de près de 30 % par rapport à il y a cinq ans.



ENVIRONNEMENT

Si l'accès public aux rives et l'autorisation de la baignade ont de quoi réjouir les Montréalais, en revanche, il y a lieu de se préoccuper de la détérioration de la qualité de l'air et de la consommation excessive d'eau.

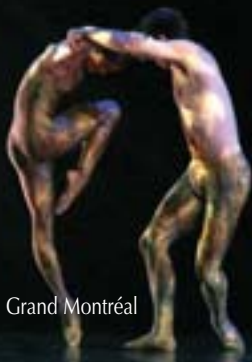
- Le nombre annuel de jours où la qualité de l'air n'était pas jugée satisfaisante sur l'île a doublé entre 1999 (37) et 2004 (75). En 2005, il connaissait toutefois une baisse (66) et correspondait à une moyenne de cinq à six jours par mois.
- À Montréal, la consommation d'eau *per capita* est deux fois supérieure à la moyenne canadienne pour les villes de plus de 100 000 habitants. Cela résulterait moins du comportement des ménages que du niveau de consommation des institutions, commerces et industries, ainsi que des fuites importantes dans le réseau d'aqueduc.
- L'archipel de Montréal compte 488 îles totalisant près de 931 km de rives. Leur accessibilité varie grandement d'une île à l'autre. Sur les quelque 314 km faisant le pourtour des 83 îles de la ville de Montréal, dont 25 km pour le seul canal Lachine, la population peut avoir accès à environ 131 km de rives publiques, soit près de 42 % du total.
- Après avoir déclinée, entre 1999 et 2000, la qualité de l'eau en rive est en constante remontée depuis. En 2003, 62 % des stations d'évaluation situées autour de l'île autorisaient la baignade.
- La proportion de matières résiduelles provenant du milieu résidentiel montréalais dont on parvient à faire la récupération atteignait 19,4 % en 2003, de 12,7 % qu'elle était quatre années plus tôt. Ce taux demeure cependant plus de trois fois inférieur aux objectifs fixés par le gouvernement du Québec.



ARTS ET CULTURE

Le dynamisme culturel dont fait preuve Montréal rejaille sur la qualité de son milieu de vie. Avec une importante concentration d'artistes dont le revenu les isole moins qu'ailleurs, du reste de la population, elle figure parmi les agglomérations comptant la plus forte proportion d'emplois liés au secteur culturel sur le continent.

- En 2003, Montréal consacrait 4,8 % de ses dépenses à la culture, soit (en dollars canadiens) 65 \$ *per capita*, ce qui la situait tout juste devant Chicago (64 \$) mais derrière Toronto (70 \$), Vancouver (85 \$), New York (95 \$) et San Francisco (167 \$).
- En 2004-2005, l'administration publique québécoise versait près de 420 millions \$ pour le financement des arts et de la culture sur l'île de Montréal, où se trouvent les plus importantes institutions culturelles et la plus forte concentration d'artistes au Québec.
- La concentration d'artistes dans la ville de Montréal (1,9 %) était plus du double de la moyenne canadienne (0,8 %) en 2001, la classant au 3^e rang des grandes villes, derrière Vancouver (2,4 %) et Victoria (2,0 %).
- En 2001, les artistes de l'ensemble des régions métropolitaines avaient un revenu de 25 % inférieur à celui de la population active. Montréal enregistrait toutefois le plus faible écart (17 %), suivie de près par Toronto (18 %), et c'étaient les artistes de Calgary qui connaissaient le plus grand écart de revenu par rapport à la population active locale (39 %).
- En Amérique du Nord, Montréal figure parmi les agglomérations comptant la plus forte proportion d'emplois liés au secteur culturel (5,5 %), à l'instar de Vancouver (5,9 %), de New York (5,8 %) et d'Atlanta (5,5 %). En 2001, les quelque 71 600 professionnels de la culture et des communications qui habitaient la grande région constituaient ainsi les deux tiers (66,5 %) des travailleurs culturels du Québec, et ils étaient en hausse de 28 % depuis les dix années précédentes.
- En 2002, près de 700 000 Montréalais ont procédé à environ 12 millions d'emprunts dans le réseau des 54 bibliothèques de l'île, une moyenne annuelle dépassant 17 livres par abonné. Avec un taux d'abonnement n'atteignant pas 40 % (37,8 %) de sa population, cela représentait toutefois 6,5 prêts *per capita* et situait Montréal au dernier rang des grandes villes canadiennes, derrière Winnipeg (9,2 prêts). Avec un taux d'abonnement dépassant les deux tiers (67,7 %) de sa population, Vancouver arrivait très largement en tête (16,9 prêts).





© Festival International de Jazz de Montréal, Jean-François Leblanc

DIVERSITÉ ET INTÉGRATION

La diversité de sa population concourt de différentes manières à la vitalité du milieu montréalais. Les nouveaux arrivants contribuent notamment au rajeunissement du Grand Montréal et à son ouverture sur le monde.

- Dans la grande région de Montréal, en 2001, près d'une personne sur cinq (18,4 %) était née à l'étranger, soit 2 % de plus que dix ans auparavant; c'était toutefois beaucoup moins qu'à Toronto (43,7 %). Au moment de leur arrivée, 34,7 % d'entre elles étaient âgées de moins de 20 ans. En 2001, parmi les immigrants de 15 ans et plus, 55 % avaient complété au moins 13 années de scolarité et 12 % étaient en chômage. Or cette année-là, dans la population en général, 46% des 15 ans et plus avaient atteint ce même niveau d'éducation et 7,5 % étaient sans travail.
- En 2004-2005, Montréal a perdu 4 836 personnes venues de l'étranger tandis qu'elle en accueillait 36 334. Par contre, les migrations interprovinciales et intraprovinciales lui ont fait perdre respectivement 3 667 et 10 616 habitants. Au total, ces divers mouvements de population ont donc amené 17 185 personnes de plus à Montréal.
- Parmi les immigrants récents, admis au Québec de 2000 à 2004 et établis sur l'île de Montréal en 2006, 23,4 % étaient venus y retrouver de la famille et 31,9 % avaient moins de 25 ans. Tandis que 28,8 % ne parlaient ni français, ni anglais au moment de leur admission, une bonne proportion (53,4 %) montrait déjà une certaine connaissance du français. En outre, 62,3 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont même complété au moins 13 années de scolarité et 61,8 % se sont intégrées à la population active.
- Dans la région métropolitaine, en 2001, 15,5 % de la population était trilingue. Il s'agissait surtout de personnes de langue maternelle autre que le français ou l'anglais (51,9 %). Dix années auparavant, ces proportions étaient moindres (12,2 % et 48,1 %).



APPARTENANCE ET PARTICIPATION

L'inclusion et la participation sociales représentent des défis importants pour une grande métropole, afin d'assurer sa propre cohésion mais aussi le plein potentiel de ses citoyens.

- En 2004, 59,7 % des ménages montréalais déclaraient des contributions au financement d'organismes caritatifs, totalisant en moyenne 1 035 \$ par année. Montréal se classait de la sorte au dernier rang des sept plus importantes régions métropolitaines du Canada, où dominaient Edmonton pour le montant des dons (2 828 \$) et Ottawa-Gatineau pour la proportion des citoyens apportant leur contribution (79,2 %).
- Dans la grande région, en 2003, 25 % de la population prenait part aux activités d'un organisme sans but lucratif et 54 % se reconnaissait un fort sentiment d'appartenance à la communauté locale. Parmi les immigrants de longue date, on observait une participation plus élevée (29 %) de même qu'un sentiment d'appartenance plus important (62 %).
- En 2005, le taux de participation aux élections municipales est demeuré faible et n'a pas atteint les 40% à Montréal (35 %), Laval (31 %) et Longueuil (38 %).
- De 2003 à 2005, la représentation des femmes était en hausse dans les gouvernements municipaux. Elle augmentait de 1,5 points de pourcentage pour atteindre 33 % à Montréal, du double de points à Laval (3,1) pour atteindre 36,4 % et encore du double à Longueuil (6) jusqu'à correspondre à 37 % des élus.

La campagne 2005 de *Centraide du Grand Montréal* a permis de recueillir 49,4 millions \$, contre 45,4 millions \$ en 2004 et 43 millions \$ en 2003, soit une hausse moyenne de 7,2 %. L'objectif de 2006 est fixé à 50,5 millions \$. En dix ans, cette campagne a connu une augmentation annuelle moyenne de 6 %, bien supérieure au rythme de progression de l'économie.



MERCI À NOS PARTENAIRES ET À NOS SOURCES

*Nous remercions nos partenaires et nos sources d'information qui nous ont gracieusement
fourni données et conseils*

Nous tenons à exprimer aussi notre profonde gratitude à l'endroit de la Fondation de la famille J.W. McConnell. Sans son soutien financier, nous n'aurions pas pu produire cette première édition des *Signes vitaux du Grand Montréal*.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Agence métropolitaine de transport
Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux
Association des universités et collèges du Canada
Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal
Centraide du Grand Montréal
Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Communauté métropolitaine de Montréal
Conférence Board of Canada
Conférence régionale des élus de Montréal
Conseil des arts de Montréal
Conseil régional de l'environnement de Montréal
Culture Montréal
Directeur général des élections du Québec
Direction de santé publique de Montréal
En ville, sans ma voiture!
Fondation Lucie et André Chagnon
Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière et UQAC
Hill Stratégies Recherche inc.

Institut de la statistique du Québec
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Ministère de la Sécurité publique
Ministère des Affaires municipales et des Régions
Montréal International
Observatoire de la culture et des communications
Opération Nez rouge
Option Transport Durable
Service de police de la ville de Montréal
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Nous remercions aussi les organismes et personnes suivants pour leur contribution :
Tourisme Montréal
Diane Bertrand, photographe
Jean Bruno, photographe
Hélène Menapace, photographe

Cette première édition de *Signes vitaux du Grand Montréal* a été imprimée sur du papier Domtar EarthChoice®, fait de fibres recyclées et respectueux de l'environnement.

La Fondation du Grand Montréal tient à remercier la compagnie Domtar qui lui a généreusement fourni ce papier de qualité.





Fondation du Grand Montréal

Fondation du Grand Montréal

1, Place Ville-Marie
Bureau 1508
Montréal (Québec)
H3B 2B5

Téléphone : (514) 866-0808

Télécopieur : (514) 866-4202

infos@fondationdugrandmontreal.org

www.fondationdugrandmontreal.org

Signes vitaux du Grand Montréal - 2006

Une version plus étoffée de ce bilan de santé, comportant davantage d'indicateurs de même que les sources de données et les liens qui y mènent, est disponible sur notre site Internet.

www.fondationdugrandmontreal.org

Also available in English